

ENSEMBLE *Communistes, Parti de Gauche, Gauche Unitaire et Partenaires*

- LA LETTRE D'INFORMATION -

Groupe des élu-e-s de la Région
Rhône-Alpes

**FRONT
DE GAUCHE**



Edito

Retraites : le Front de Gauche répond présent

Les député-e-s communistes, républicains et du parti de gauche, ont déposé une proposition de loi qui, tout en rétablissant la justice sociale, assurerait également un financement dynamique du système de retraite autour de ces principes :

1-Désintoxiquer notre économie de la finance : contribution des revenus financiers des entreprises à un taux de 9,9% soit 30 milliards de recettes supplémentaires. Cotisation additionnelle des entreprises qui favorisent la financiarisation au détriment de l'investissement, des salaires et de l'emploi.

2-Favoriser l'emploi et les salaires : majoration de 10% des cotisations des entreprises de plus de 20 salariés dont le nombre de salariés à temps partiel est supérieur à 20% et suppression des exonérations au titre des heures supplémentaires : 25 milliards de recettes supplémentaires.

3-Promouvoir la justice sociale : suppression du bouclier fiscal et augmentation des contributions des revenus issus de l'intéressement, des bonus et stock-options.

Les trois partis qui composent le Front de gauche ont lancé une pétition pour soutenir le projet de loi. Leur objectif est de recueillir 100 000 signatures pendant l'été.

La mobilisation contre le projet gouvernemental s'amplifie. Aux côtés des syndicats, soyons des millions à rejeter le projet gouvernemental et à défendre une alternative crédible et juste.

Pour signer la pétition cliquez <http://www.pcf.fr/spip.php?article4895>

Sommaire :

- Editop.1
- Agenda de rentrée.....p.1
- Retour de session.....p.2
- Expression de groupe...p.2
- Dossiers.....p.5
- A notre initiative.....p.6
- Dans les luttesp.6
- A venir.....p.6



**DERNIERE
MINUTE:**

**LE GROUPE SERA
EN CONGES DU 1ER
AU 23 AOUT ET
VOUS SOUHAITE DE
PASSER DE BONNES
VACANCES**

Contact :

Groupe Front de Gauche,
Ensemble, Communistes, Parti de
Gauche, Gauche Unitaire et
Partenaires
Région Rhône-Alpes
78 route de Paris BP 19, 69751
Charbonnières les Bains
Tel : 04 72 59 40 79
Fax : 04 72 59 44 67
Site Internet : en construction
E-mail : cvilela@rhonealpes.fr

Agenda de Rentrée

- **7 septembre 2010** : L'ensemble des organisations syndicales va poursuivre son action tout au long du processus législatif de la réforme des retraites. Elles décident d'une nouvelle journée nationale de grèves et de manifestations, au moment où s'ouvrira le débat parlementaire. Elles appellent tous les salariés du privé et du public, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités à construire ce jour une mobilisation d'ampleur.



- **6 et 7 septembre 2010** : Le Snés-FSU, premier syndicat des collèges et lycées, appelle à la grève pour protester contre «la gravité des attaques» dans l'Education et «en lien» avec l'appel intersyndical lancé pour le 7 septembre contre le projet de réforme des retraites.

- **29 septembre 2010** : Des organisations syndicales des Vingt-Sept pays membres de l'Union européenne ont annoncé la tenue d'une "journée européenne d'action" visant à protester contre les coupes budgétaires en raison de la crise.

Retour sur la Session régionale : 7 et 8 Juillet 2010

L'Assemblée Plénière (AP):

Pour la dernière AP avant la période estivale, plus calme en terme d'activités régionales, plusieurs dossiers ont fait l'objet de toute notre attention. Tout d'abord l'adoption d'un nouveau règlement budgétaire et financier qui a permis d'aller plus loin dans la critérisation des partenariats avec les banques. La Région affiche une volonté de transparence et s'accorde la possibilité de refuser de travailler avec des banques ou organismes financiers qui ne répondraient pas à des critères éthiques et de bonnes pratiques. Une décision qui tombe à point nommé dans le contexte des affaires financières qui ébranlent la politique du gouvernement.

Puis nous avons voté la « décision modificative n°1 de l'exercice 2010 », autrement dit quelques ajustements budgétaires, mais aussi de nouveaux crédits liés au contexte de crise et de désengagement de l'Etat envers les collectivités. Ainsi 4,7 M€ seront destinés à la mise en œuvre d'une autre étape du plan de soutien à l'emploi et à l'économie voté par la Région en mai 2010. La Région s'est à nouveau engagée dans les secteurs de la formation, la recherche et l'enseignement supérieur. (Voir ci-dessous)

Nous avons ensuite été amenés à nous prononcer sur l'adhésion au groupement d'intérêt public Annecy 2018 (voir l'intervention d'Elisa Martin et Gilles Ravache p. 3) Le soutien de la Région aux Jeux Olympiques avait provoqué de vifs débats au sein de l'Assemblée en juillet 2009. Il a fait l'objet, lors de cette assemblée, de votes différenciés au sein de notre groupe, dans les règles du fonctionnement démocratique (7 élus pour et 3 NPPV*). C'est ainsi que s'est exprimée la diversité des opinions qui est la force de notre travail commun. D'autres dossiers ont fait l'objet d'interventions des élus du groupe sur le devenir du CREPS de Voiron, sur les salles de cinéma et librairies indépendantes, ou encore le partenariat avec des télévisions locales. Le groupe ayant voté pour l'ensemble de ces rapports (extraits des interventions en p.3 et 4).

*NPPV : Ne prend pas part au vote

Expression du groupe

Finance

DECISION
MODIFICATIVE N°1
DE L'EXERCICE
2010

Gilles RAVACHE



La décision budgétaire correspond à un ajustement de moins de 1% du budget prévisionnel, 24 millions €. Elle inscrit également des crédits liés à la mise en œuvre de la nouvelle étape pour le développement économique et l'emploi.

La baisse de la contribution au développement de l'apprentissage résulte de la baisse de la masse salariale. Elle illustre le fait que ce sont les salariés qui paient la crise par le blocage des salaires et les suppressions d'emploi.

Le gel des dotations de l'Etat DGD et DRES nous prive de 1,9 millions €. Face à la crise, pour soutenir l'activité économique et venir en aide aux rhônalpins, la région a mis en œuvre un plan de soutien à l'économie. Elle a augmenté son budget formation, et accru l'investissement dans les lycées. De son côté l'Etat réduit sa dotation formation professionnelle et la

dotations équipement scolaire et déstabilise l'école de la République par une succession de contre réformes et la suppression de dizaine de milliers de postes d'enseignants. Ceci doit alerter les rhônalpins sur ce qui se prépare pour les finances locales. La suppression de la Taxe professionnelle et son remplacement par de nouvelles cotisations va réduire nos recettes fiscales. La volonté du gouvernement de baisser les dotations va finir d'étrangler financièrement les collectivités locales. Elles fournissent pourtant des services publics indispensables à la population et génèrent l'essentiel des investissements publics dans le pays. Il est donc irresponsable de les priver des moyens de leur politique.

Mon groupe appelle tous les rhônalpins, l'ensemble de la majorité, l'ensemble des élus locaux de Rhône-Alpes, l'ensemble des associations d'élus en particulier l'Association des Régions de France à engager une action déterminée pour obtenir les moyens financiers dont la population a besoin. Nous proposons d'agir pour obtenir des débouchés positifs tout de suite.

Dans la logique du plan de soutien nous prenons désormais en charge 100% des coûts de formation dans le

cadre de Cared pour des créations d'emploi en contrat à durée indéterminée au sein des PME. Nous veillerons à ce qu'il s'agisse bien de CDI. Associé au partenariat avec le Fongecif et le FAFTT c'est un geste fort pour l'emploi, la formation au service des salariés, auquel nous consacrons 3,3 millions €.

La nouvelle étape pour le développement économique et l'emploi comprend le développement à l'international. Notre groupe est peu enclin à aller dans cette voie qui alimente le capitalisme mondialisé : délocalisations, concurrence exacerbée, pression à la baisse sur les salaires au nom de la compétitivité. Nous interviendrons pour que ces actions se fassent dans l'intérêt des salariés et s'inscrivent dans une logique de coopération et non de concurrence aussi bien pour le progrès social que pour la préservation de l'environnement. Nous préférons le soutien à l'Economie sociale et solidaire et l'accroissement des moyens du Fonds régional d'action d'urgence pour lesquels nous mettons 500.000 € supplémentaires.

Formation Continue

DEVENIR DU C.R.E.P.S DE VOIRON

François AUGUSTE



Avec ce dossier nous délibérons sur les conséquences d'une politique de désengagement massive de l'Etat en matière de dépenses publiques, la RGPP (Réduction Généralisée des Politiques Publiques) dans les domaines du sport et de l'Education populaire.

La fermeture de la moitié des CREPS sur le territoire national s'ajoute aux suppressions d'emplois et aussi à l'abandon pur et simple de missions indispensables pour faire vivre une vision humaniste du sport en France. Dans ce projet, les Collectivités Territoriales s'occuperaient du sport amateur, les fonds privés

soutiendraient les sports professionnels les plus populaires et l'Etat s'occuperait uniquement du sport de haut niveau. C'est une politique élitiste fondée sur le désengagement de l'Etat et la privatisation de la formation.

La décision de supprimer le CREPS de Voiron s'est heurtée à l'opposition des salariés concernés, des usagers et de nombreux élus locaux. Je renouvèle le soutien de notre groupe à cette action de résistance et aux propositions du collectif du personnel du CREPS.

A ce sujet, il est regrettable que le collectif des membres du personnel du CREPS, qui a participé à l'élaboration du protocole d'accord, ne soit pas considéré comme un partenaire à part entière dans le protocole, au même titre que les Collectivités locales.

Je propose que ce collectif fasse parti du comité de pilotage et de suivi de

l'application du protocole.

La Région s'est fortement engagée dans ce projet pour éviter la fermeture du CREPS et permettre la continuation d'activités de formation et d'engagement sportif à l'échelle régionale.

Nous souhaitons qu'elle fasse preuve d'une vigilance particulière pour que la Formation reste dans le champ du Service public, et pour que tous les salariés qui le souhaitent, trouvent un emploi dans de bonnes conditions.

Si la réforme des collectivités s'applique, si la clause générale de compétences est supprimée, la nouvelle assemblée territoriale ne pourra pas s'impliquer comme aujourd'hui. La mobilisation contre cette réforme commence à marquer des points. Nous appelons à amplifier la mobilisation des élus, de tous les élus et surtout celle des citoyens pour faire barrage à cette réforme liberticide.

Sport

ADHESION AU GIP ANNECY 2018

Je ne reviens pas sur le débat concernant le soutien à la candidature d'Annecy, la décision a été arrêtée en 2009. La mise en place d'un Groupement d'intérêt public apporte



d'importantes garanties de contrôle et de transparence financière. Le groupe communiste l'avait réclamé il y a un an nous sommes satisfaits qu'il se mette en place.

L'évolution de la situation amène malgré tout quelques observations et questions.

Les remarques formulées par le CIO conduisent à revoir l'organisation des jeux initialement prévue. Nous souhaitons que la concentration des épreuves sur un nombre plus réduit de sites soit l'occasion de progresser dans le strict respect de l'environnement et pour l'accès de tous à cet évènement.

Les travaux du CESR pour concevoir les jeux olympiques afin qu'ils soient accessibles à tous et les propositions pour que les jeunes de Rhône-Alpes

soient davantage associés comme véritables acteurs de ce beau projet devraient être intégrés au projet.

Dans le même sens, la candidature devrait intégrer la préoccupation des hommes et femmes qui travailleront pour la tenue des jeux. Je propose la mise en place d'un comité des syndicats qui pourra renforcer la candidature de conditions sociales exemplaires.

Bien qu'il soit inutile de recommencer un débat qui a déjà eu lieu, force est de constater que nos interrogations - et les interrogations qui étaient portées l'année dernière par le groupe Parti de Gauche et Apparentés - restent et demeurent quant à notre possible maîtrise et résistance face au poids des sponsors, dont on sait qu'ils impactent énormément la nature des Jeux Olympiques, bien loin, nous sommes tous d'accord à l'intérieur du groupe, d'être une rencontre fraternelle entre les peuples. De même des interrogations sur la maîtrise de nos propres priorités que nous avons à fixer en matière de durabilité des équipements ou de respect de l'intérêt général : des



interrogations extrêmement fortes pèsent toujours sur la dimension environnementale et sociale qui devrait être prise lors de l'organisation de ces Jeux Olympiques. Au delà, dans un contexte très fort de rareté des crédits publics on pourrait là aussi imaginer mobiliser autrement et sur d'autres enjeux les 2,5 millions d' Euros.

Bref, le vote a eu lieu l'an dernier, une majorité d'élus régionaux a voté pour que la Région s'engage à soutenir la candidature de la ville d'Annecy pour ces Jeux Olympiques. La question pour laquelle nous délibérons n'était pas celle-là. Il s'agissait bien de la création du Groupement d'Intérêt Public (GIP) qui, de fait, nous permet une maîtrise et une transparence de l'utilisation de l'argent public, même si, d'ailleurs, cela ne remet pas pour autant à zéro le rôle et le poids des sponsors. Mais pour le moins, en ce qui nous concerne, élus régionaux, nous avons à rendre des comptes sur l'utilisation de l'argent public et il nous paraît quand même étonnant de nous y opposer, au vu encore une fois des arguments développés en particulier l'année dernière et rejoint en cela aujourd'hui par Armand Creus (Gauche Unitaire) qui partage à la fois la vision du sport que nous voudrions voir émerger aujourd'hui.

Culture

PASSATION D'UN CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LES QUATRE CHAINES DE TELEVISION LOCALES DE RHONE-ALPES



Danielle LEBAIL

Ce soutien à de petites télé locales me semble positif même si nous pouvons regretter que la chaîne de télévision publique France 3 n'ait pas pu assurer la mission de service public qui lui incomberait. Malheureusement les logiques de rentabilité n'épargnent pas le secteur de l'audiovisuel et l'on sait les difficultés que peut rencontrer France Télévisions depuis la réforme de 2009 et la suppression de la publicité. Nous le regrettons d'autant plus que la couverture des 4 chaînes ne permet pas une diffusion sur l'ensemble des territoires. Cela est donc vecteur de disparités

territoriales pour les départements de l'Ardèche et de la Drôme en particulier.

La priorité est que ces 4 chaînes favorisent la parole citoyenne. Un média de proximité doit être à la fois source de diversité et de pluralité d'opinion ainsi qu'un moyen d'engagement citoyen et de démocratie locale.

Je me positionne pour une appropriation populaire des médias qui passe par de véritables espaces de débats, d'échanges, de démocratie et de luttes. Les collectivités territoriales peuvent contribuer au financement des chaînes de télévision accomplissant une mission de communication de proximité sur les questions de diffusion et de production et qui vont dans le sens du développement de la création, du pluralisme des idées, de la diversité culturelle.

Pour le Front de Gauche, la culture et l'information participent de l'intérêt général. Ils constituent des biens

communs à partager. Le pluralisme des médias est un pilier fondamental de la citoyenneté. Il doit être considéré comme un bien culturel.

On assiste à de multiples atteintes au service public de l'audiovisuel de la part du gouvernement. A deux ans des élections présidentielles, ces tentatives de normalisation et de contrôle des médias, qui sont devenues coutumières à Nicolas Sarkozy, sont très inquiétantes.

Nous devons nous battre pour le respect du pluralisme de l'information et l'indépendance des médias avec présentation d'informations contradictoires, diversification des éditorialistes, programmations d'émissions ouvertes aux acteurs de la vie sociale... Le nouveau président de France Télévision honorerait le service public d'organiser un grand débat national contradictoire sur les retraites.

* TLM (télé Lyon Métropole, TéléGrenoble, TL7 (Télévision Loire 7 et TV8 Mont-Blanc

EXONERATION DE COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES EN FAVEUR DES SALLES DE CINEMA ET LIBRAIRIES INDEPENDANTES

C'est avec satisfaction que nous voterons ce rapport qui vient compléter la liste des soutiens de la Région à destination des cinémas de proximité. En effet, par le biais de ses politiques lycéennes, en particulier avec la carte M'Ra, la Région possède un rôle de sensibilisation et d'éducation des jeunes à travers des avantages cinéma profitant aux petites salles. Mais c'est également un soutien à la diffusion cinématographique, à la structuration des réseaux de salles art et essai pour améliorer la circulation des films, et des rénovations de salles.

Parallèlement à cela, nous constatons avec regret que les aides apportées par l'Etat à des associations régionales, à des festivals, à des organisations culturelles intervenant dans le cinéma ne cessent de faiblir. Suppression de la TP et réforme des collectivités risquent de porter un

coup d'arrêt à toutes ces structures qui font toute la richesse et la diversité de l'offre cinématographique de la Région. Une réforme des collectivités mise en péril cette semaine dans les rangs du Sénat avec le rejet massif de la part de tous les partis politiques, de la réforme de la clause de compétences générales et du mode d'élection des conseillers territoriaux.

Mais je veux attirer votre attention sur la situation des CNP Lyonnais qui connaissent de graves difficultés depuis plusieurs mois et qui font l'objet d'une forte mobilisation des employés et de tous les défenseurs de la diversité de l'offre culturelle et d'un cinéma de qualité et préservé des logiques marchandes.

Convaincus que la disparition des CNP serait dramatique tant pour la création artistique que pour la diffusion, convaincus que la diversité audiovisuelle a une vocation éducative, d'ouverture au monde, de richesse intellectuelle et convaincus que le cinéma ne doit être considéré à l'aune d'une logique mercantile

uniformisante, notre groupe apporte son soutien au collectif de défense des CNP Lyonnais.

Conscients également que cette même logique se retrouve partout dans les domaines de la culture et des arts, nous encourageons les Régions à soutenir le cinéma indépendant pour l'immense apport culturel qu'il offre à tous les citoyens.

Nous nous réjouissons également du soutien apporté aux librairies indépendantes, particulièrement méritantes dans le travail qu'elles réalisent quotidiennement pour la sensibilisation des publics, pour l'émergence d'œuvres innovantes et de jeunes auteurs et pour la diversité et la richesse des ouvrages qu'elles valorisent. Nous ne pouvons qu'encourager leur développement répartis plus équitablement sur l'ensemble des territoires Rhônalpins, en particulier les zones rurales, encore trop déficientes dans le maillage des politiques culturelles.

Réforme des collectivités : Rien n'est joué !

Le projet du gouvernement a été critiqué par toutes les associations d'élus locaux : régression de la décentralisation démocratique, évaporation des communes et des départements, concentration des pouvoirs, multiplication des structures qui transforme le mille-feuille en pudding indigeste.

Le 1er juillet Nicole Borvo, sénatrice communiste, a fait adopter un amendement qui maintient la compétence générale pour toutes les collectivités. Le 6 juillet le Sénat a infligé un camouflet au gouvernement en rejetant les deux mesures phare du projet de loi de réforme territoriale, le mode d'élection du conseiller territorial et la répartition des compétences des communes, départements et régions. Le tout est renvoyé à plus tard. Finalement le Sénat a adopté de justesse le texte ainsi vidé de sa substance par 166 voix contre 160.

Le projet, qui devrait revenir à l'Assemblée nationale en septembre, est un fiasco législatif. Le gouvernement doit décider de le retirer et remettre l'ouvrage sur le métier en associant enfin les élus et les populations.

La réforme des collectivités locales s'accompagne de la réduction de leur financement, baisse drastique de leurs dotations et réduction de leurs recettes fiscales (suppression de la taxe professionnelle). Pour servir la

bande du Fouquet's le gouvernement étrangle les travailleurs comme les collectivités locales. C'est la double peine, chômage, bas salaires, précarité d'un côté et de l'autre moins d'aides sociales, de services publics locaux et d'investissement pour la collectivité.

Certains au sein de la majorité régionale recherchent déjà les domaines où il faudrait faire des coupes claires. C'est un peu prématuré. Avant de renoncer menons l'action. Ne nous laissons pas piéger dans un soi-disant réalisme politique. C'est l'affaire de tous les citoyens.

Dans cet esprit le groupe Front de Gauche appelle tous les rhônalpins, l'ensemble de la majorité, les élus locaux de Rhône-Alpes, les associations d'élus en particulier l'Association des régions de France à engager une action déterminée pour obtenir les moyens financiers des actions dont la population a besoin.

Nous proposons d'agir pour obtenir des améliorations immédiates. Pour cela, notre groupe l'a dit et demandé, la Région doit engager une campagne pour permettre aux rhônalpins d'intervenir. Elle doit apporter les explications, des contre-propositions.

Rendez-vous est pris avec les citoyens.

Chantier Confluence

Travaux du futur siège régional

La décision prise par la Région de suspendre l'activité du chantier le 29 juin dernier nous a semblé être une mesure juste, au vu des conclusions de l'inspection du travail. En effet, cela témoignait de la bonne volonté de la Région, qui souhaite faire passer les conditions de travail et la sécurité des salariés en priorité.

Grâce à l'intervention efficace de l'inspection du travail, les services régionaux ont pu être alertés sur certaines conditions matérielles qui pouvaient s'avérer dangereuses pour le personnel du chantier.

Ce bâtiment qui a été étudié pour être exemplaire sur le plan énergétique et parfaitement respectueux des normes environnementales en vigueur, doit également l'être sur le plan des conditions de travail.

Nous ne pouvons tolérer que pour des raisons de rentabilité économique certaines entreprises risquent la

santé de leurs salariés et nous ne manquerons pas de demander des explications au mandataire.

Alors que les conditions de travail en particulier dans le domaine du BTP sont encore loin d'être idéales et dans un contexte où la profession d'inspecteur ne cesse de subir des réformes restrictives depuis quelques années, le groupe Front de gauche souligne l'importance de l'apport des inspecteurs du travail sur un chantier de cette envergure. Nous exigeons des normes de sécurité revues à leur maximum.

Les travaux ont repris, espérons que, pour rattraper le retard pris, il ne sera pas demandé aux travailleurs, une intensification du travail aux dépens des conditions de travail fondamentales.



A venir :

- Prochaine lettre d'info à la rentrée de septembre 2010
- **Commissions Permanentes des 23 septembre et 21 octobre**
- **Assemblée Plénière des 21 et 22 octobre**

Dossiers :

- Finance : Débat d'orientation budgétaire 2011
- Règlement Intérieur : Droit d'initiative locale
- Dotation de fonctionnement 2011 des lycées
- Service TER 2011
- Aménagement du territoire : Favoriser la relocalisation des activités

Dans les luttes :

Le Front de Gauche en lutte aux côtés des salariés



3 questions à

Christiane Puthod,

Vice-présidente déléguée à l'emploi, au dialogue et à l'innovation sociale, aux Contrats Territoriaux Emploi Formation

• Les salariées de Lejaby manifestaient devant le siège régional lors de la session du 8 juillet, que leur avez-vous dit ?

Nous savions que les salariées seraient présentes puisque je les ai rencontrées plusieurs fois depuis l'annonce de fermeture des ateliers par la direction en avril dernier. Elles souhaitent légitimement interpeller les élus régionaux, la presse et l'opinion publique sur leur situation scandaleuse. Le groupe a racheté l'entreprise il y a 3 ans dans la perspective d'une fermeture des usines, c'est un coup de poker capitalistique !

Nous avons réaffirmé aux salariées notre soutien comme nous l'avons fait par le vote d'un vœu régional en mai. La table ronde que nous avons demandée n'a pas eu lieu. Nous avons donc adressé un courrier au préfet et à la direction de l'entreprise pour exiger la tenue d'une table ronde immédiate afin d'étudier les

A NOTRE INITIATIVE :

POUR UN RÉEL DROIT D'INITIATIVE RÉGIONALE

GRÂCE À UN DROIT RÉELLEMENT PARTICIPATIF AVEC DES CITOYENS CO-AUTEURS D'UNE DÉCISION PRISE PAR L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE, NOUS POURRONS FAIRE ÉVOLUER L'INSTITUTION VERS DE NOUVEAUX MODES DE PILOTAGE.

C'EST POURQUOI, LE DROIT D'INITIATIVE CITOYENNE EN DÉBAT ACTUELLEMENT À LA RÉGION EST ESSENTIEL. CET OUTIL DE RÉAPPROPRIATION POPULAIRE ÉTAIT AU COEUR DE NOTRE CAMPAGNE. IL POURRAIT PERMETTRE À 1% DU CORPS ÉLECTORAL (45000 RHÔNALPINS SIGNATAIRES D'UNE PÉTITION) DE SOUMETTRE DIRECTEMENT UNE QUESTION AU CONSEIL RÉGIONAL. CE DROIT PERMETTRAIT AUX CITOYENS D'ÊTRE ASSOCIÉS AUX PROCESSUS DE DÉCISION PAR LE BIAIS D'UNE DÉMARCHE SIMPLE ET ACCESSIBLE, AU SUJET DE QUESTIONS D'INTÉRÊT RÉGIONAL.

FACE À L'AFFAIBLISSEMENT DÉMOCRATIQUE QUE RISQUE D'ENGENDRER LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, FACE À L'ABSTENTION ET À LA DÉSAFFECTATION VIS À VIS DE LA POLITIQUE, LES RÉGIONS DOIVENT AGIR AU PLUS PRÈS DES PRÉOCCUPATIONS POPULAIRES ET LES ASSOCIER CONCRÈTEMENT AUX ORIENTATIONS ET DÉCISIONS DU CONSEIL RÉGIONAL. FACE AUX ATTAQUES DU GOUVERNEMENT, LES RÉGIONS DOIVENT ALLER PLUS LOIN POUR UNE RÉELLE IMPLICATION DE TOUS-TE-S, EN TRAVAILLANT À LA MISE EN PLACE DE VRAIS BUDGETS PARTICIPATIFS, ET EN ENCOURAGEANT DES INITIATIVES À LA FOIS UTILES SOCIALEMENT, RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT ET DE CELLES ET CEUX QUI PRODUISENT CETTE INITIATIVE : LES CITOYENS.

LA RÉGION S'EST DONNÉE 6 MOIS POUR ABOUTIR.

propositions alternatives des salariées et syndicats pour empêcher la fermeture des sites.

• La situation a-t-elle évoluée depuis ?

Oui mais pas positivement... Nous avons mis beaucoup d'espoir dans la décision de justice au sujet du rachat du groupe Wanako par Palmer (Lejaby). Le procès pour vente trop élevée a été l'occasion pour les salariées de demander la suspension du plan de licenciement qui touche



l'entreprise. Le juge a considéré que la situation ne remettait pas en cause le plan de licenciement et je le regrette.

Pourtant l'analyse réalisée par les experts économiques fait la démonstration que Lejaby fonctionne bien et qu'il faudrait davantage d'investissement pour redresser la marque et éviter ainsi les 197

licenciements programmés. La direction doit poursuivre sa réflexion lors d'un CCE à la rentrée. En tant qu'élus régionaux, nous continuerons à soutenir et à défendre les solutions alternatives aux fermetures.

• Y a-t-il des cas similaires actuellement dans la Région ?

Beaucoup d'entreprises confrontées aux plans de licenciements reçoivent des propositions alternatives de la part des salariés et syndicats. D'autres solutions existent et sont possibles, surtout lorsqu'on associe les salariés aux projets de leur entreprise.

La semaine dernière, j'ai participé à une table ronde pour la société «Playtex» du groupe DBA dont la direction souhaite fermer le site de La Tour-du-Pin avec 72 emplois supprimés en perspective. L'activité de logistique serait déplacée à Autun. Mais nous étudions toutes les solutions alternatives.

Nous avons une grosse inquiétude dans le domaine du textile. La Région est en contrat économique sectoriel avec le textile mais l'habillement n'en fait plus partie, ce qui ne facilite pas le soutien que nous pouvons apporter à cette filière. A la rentrée, des négociations doivent avoir lieu pour permettre de l'y réintégrer.